

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / **p.2 : Actualité internationale** : la réussite de la gauche portugaise au pouvoir / **p.3 : Actualité sociale** : Appel unitaire pour la Poste / **p.4** : Appel pour un premier mai unitaire

L'ÉDITO

Jusqu'au bout Résistance Sociale a œuvré pour aboutir non pas à ce que les adversaires de l'unité appelaient à un « ralliement », mais à un dialogue qui aurait permis sur la base d'un programme négocié –et facilement négociable si la volonté avait été au rendez-vous- à la présentation d'un « ticket » présenté devant les Français, d'un président et d'un 1^{er} ministre. Mais la volonté n'était pas au rendez-vous, mais d'autres intérêts n'ont pas permis cette démarche.

L'alternative sera donc pour ce second tour de la présidentielle entre, d'un côté, le candidat des banques et du patronat, aux manettes de François Hollande depuis 5 ans et à l'origine de la destruction du système social de notre pays et, de l'autre, la candidate d'extrême-droite. Jean-Luc Mélenchon et Benoit Hamon portent la responsabilité de l'absence de la gauche au second tour de la présidentielle.

Le refus de Mélenchon de prendre en compte l'évolution du PS et la révolte des sympathisants socialistes contre le quinquennat de Hollande qui se sont exprimés à travers les « primaires », comme la caricature, faite par les soutiens de Hamon, des propos et du projet alternatif que portait le candidat estampillé FI, cette guerre des egos commencée par Benoit Hamon lorsqu'il pensait « siphonner » d'un côté l'électorat de Macron, de l'autre celui de Mélenchon, cette guerre des egos continuée par Mélenchon lorsqu'il s'est cru pousser des ailes qui lui permettrait « d'échapper au corbillard », ces insultes indignes des uns vis-à-vis des autres –comme vis-à-vis de ceux qui menaient le combat unitaire-, cela nous conduit à voir infliger pour 5 ans au peuple français les conséquences de la politique libérale que va mener Macron.

Le combat militant de RESO est compagnon de route du syndicalisme. Alors la vie quotidienne de nos concitoyens ne nous est pas indifférente. Ce n'est pas tant pis pour aujourd'hui et ça ira mieux demain ... (quand la vraie gauche tiendra les rênes du pouvoir ? Encore faudrait-il qu'elle se donne les moyens d'y accéder !). Les salariés qui ont du mal à terminer le mois et qui vivront dans la crainte du licenciement, les chômeurs obligés d'accepter n'importe quel sale boulot et dépourvus de couverture sociale, les étudiants qui ne se verront proposer que successions de CDD, les enfants qui ne partent jamais en vacances... n'en peuvent plus d'attendre, eux.

Mais qu'importe ! Hamon fait une déclaration emphatique et coupée des réalités. Mélenchon se lance dans des envolées lyriques hors de propos en parfait décalage avec ce qui se prépare pour ceux qui essaient de vivre de leur travail.

Le premier, chantre de la 2^{ème} gauche, ne s'interroge pas sur un programme hors sol, coupé du peuple et de ses difficultés (on ne gagne pas une campagne sur les « perturbateurs endocriniens !), sur sa remise en cause de la valeur « travail », sur ce qui apparaît comme un « européisme béat ». Le second se réjouit d'avoir atteint, espère-t-il, son 1^{er} (son seul ?) but : détruire le PCF, le PS, surtout sans construire rien de solide –FI ne doit comporter aucune structure départementale organisée démocratiquement et capable de porter un débat ; les ordres tombent directement d'en haut. Le prix est d'avoir sacrifié une possible victoire d'une vraie gauche ? Qu'importe !

(Suite page 2)

L'EDITO (suite)

Dans leur communication post campagne, le coupable, c'est toujours l'autre. Pour certains, c'est même ce maudit peuple qui ne comprend rien à rien. Bien fait pour lui.

La période électorale se terminera par les législatives. Ce pourrait être une deuxième occasion de savoir s'unir afin de contrecarrer, au moins en partie, les projets de Macron. Il faudrait pour cela que l'appel de Pierre Laurent soit entendu par chacun : socialistes n'envisageant pas de gouverner avec « EM », FI et l'ensemble du PCF, entre autres. L'avenir proche va nous apporter une réponse.

Ça va être dur de, sur le métier, remettre l'ouvrage. Pourtant il le faudra bien. Passée cette période, nous le devons, nous tous qui nous revendiquons de la gauche sincère. Nous devons nous reparler, échanger, débattre... RESO restera ce lieu d'échange ouvert et respectueux de la diversité de la gauche avec pour seul principe : au cœur, la question sociale.

Laissez-moi citer Jean Debruyne (mais oui !) : « *La question n'est pas de savoir qui a raison et qui a tort. La question c'est : Et maintenant, qu'allons-nous faire ?* »

Marinette BACHE

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

La réussite de la gauche portugaise au pouvoir



L'arrivée au pouvoir au Portugal de la gauche unie avait irrité les libéraux.

Nous ne sommes pas à RESO des chantages de l'orthodoxie budgétaire et la résorption du déficit n'est pas notre 1^{er} objectif. Mais comment ne pas regarder avec sourire et envie le résultat obtenu par le gouvernement portugais ?

Après avoir divisé par deux le déficit en 2016, à 2%, le Portugal compte le ramener à 1,5% cette année, puis 1% en 2018 avant de viser l'équilibre budgétaire en 2020.

Le Premier ministre socialiste Antonio Costa a réussi le tour de force de juguler les déficits tout en redonnant du pouvoir d'achat aux Portugais, en augmentant le salaire minimum et les prestations sociales.

«Nous avons eu l'occasion unique d'en finir avec la théorie selon laquelle l'Europe est condamnée à un avenir fait uniquement d'austérité. Le modèle portugais est une recette exportable dans tout le continent», a assuré le ministre des Finances Mario Centeno.

Si le Portugal est encore loin de l'excédent budgétaire affiché par l'Allemagne, il a de quoi faire pâlir d'envie nombre de ses voisins, l'Espagne enregistrant un déficit de 4,5% du PIB en 2016 et la France qui a imposé toutes les mesures d'austérité voulue par Bruxelles, ratant de peu son objectif avec 3,4%.

Mis en selle en novembre 2015 grâce à une alliance inédite avec la gauche radicale, Antonio Costa a détricoté nombre de mesures de rigueur adoptées par la droite après l'appel du pays à une aide financière internationale en 2011.

Le gouvernement est ainsi revenu en partie sur la privatisation de la compagnie aérienne nationale TAP, a mis fin aux surtaxes sur les revenus et instauré le retour aux

35 heures dans la fonction publique.

Mais, pour faire passer pour la première fois son déficit en dessous de la barre des 3% fixée par Bruxelles, le Portugal a dû tailler dans l'investissement public, en chute de 30% en 2016.

«A court terme, les perspectives de l'économie paraissent radieuses. Mais à la longue, il sera difficile de répondre aux attentes des Portugais, car les coupes dans les dépenses nuiront à la qualité des services publics», s'inquiète le professeur d'économie Joao Duque.

Optimiste, le gouvernement a revu à la hausse jeudi sa prévision de croissance qui est passée à 1,8%, contre 1,5% auparavant, à l'unisson avec la Banque du Portugal.

Tirée par les exportations, la croissance a bénéficié du boom du tourisme au Portugal, qui a encore battu tous les records en 2016, avec des recettes de 12,7 milliards d'euros.

Le taux de chômage est descendu à 10%, au plus bas depuis 2009.

Du coup, l'état de grâce du gouvernement de gauche perdure, avec 63% d'opinions favorables ou très favorables, contre 25% d'insatisfaits, selon un sondage de l'Université catholique.

«Ma situation s'est améliorée avec ce gouvernement. Avant j'avais 400 euros de pension d'invalidité par mois, maintenant je gagne 15 euros de plus», témoigne José Santos, 57 ans, un ancien maçon.

Politique de relance et fin des mesures de rigueur, voilà les lignes de force de la politique économique et sociale menée au Portugal a contrario de ce que les libéraux voudraient leur imposer par l'intermédiaire de l'union européenne.

Si la gauche avait atteint le 2nd tour de cette présidentielle, voilà ce que nous aurions pu tenter...

ACTUALITÉ SOCIALE

Vous trouverez ci-dessous un appel unitaire contre la fermeture d'un certain nombre de bureaux de poste parisiens et le mal-être des postiers qui en ont marre des réorganisations incessantes, des suppressions d'emplois, de la perte de leurs repères et de la dégradation du service public postal. Face à la chute continue du volume du courrier (- 5% par an), à la concurrence exacerbée dans le domaine du colis, aux résultats mitigés de la Banque Postale plombée par les taux bas, La Poste tente à marche forcée de mettre en place un nouveau modèle d'organisation, en supprimant les bureaux de poste jugés les moins rentables, en transformant d'autres en agences postales communales ou en maisons de services au public, en faisant traiter ses opérations par des commerçants, en supprimant des emplois (50 000 en dix ans). Les missions bénévoles que remplissaient les facteurs sont remplacées par des services payants. A tous les niveaux, on presse les agents de faire du « commercial ». Loin d'être une solution, cette course à la productivité risque bien de fragiliser encore plus ce qui était, il n'y a pas si longtemps, jugé comme l'un des services publics de référence.



GAGNONS ENSEMBLE !!!!!

Depuis plusieurs années, les agents vivent au rythme de réorganisations incessantes, accompagnées de suppressions d'emplois et de fermetures de bureaux. Les cadres d'organisation, à peine mis en place, sont très vite foulés aux pieds. La direction semble à certains moments compatir mais ne bronche pas et ferme les yeux sur la souffrance au travail. Et pourtant de nombreuses personnes sont à bout de nerf, à la limite de l'épuisement. Les directions parisiennes ferment les yeux. Leurs feuilles de route sont tenues avec des centaines d'emplois supprimés chaque année. « Des sourires sur leurs lèvres pendant que les agents grimacent »

En trois ans, La Poste a touché près d'un milliard d'euros au titre du CICE, tout en poursuivant la réduction des effectifs. Dans les établissements postaux, on ne voit que CDD, intérimaires, stagiaires et apprentis. Il y a même parfois plus de précaires que de titulaires !

Les postiers et postières résistent à ce rouleau compresseur. Il y a des grèves, des résistances locales se créent grâce à la participation de collectifs d'usagers. Ils s'organisent là où l'essence même du service public est bafouée. Au delà des bureaux qui baissent leur rideau, les opérations postales se réduisent comme peau de chagrin. Nos patrons ont décidé de basculer toutes les activités courrier dans des supérettes, bars-tabac, pressings et même kiosques à journaux !!... Si l'on rajoute les automates qui remplacent les salariés, c'est sciemment que la Poste organise la destruction massive de l'emploi.

Elle choisit sa clientèle, essentiellement patrimoniale et professionnelle : elle est en totale contradiction avec son slogan la « Banque Citoyenne »

Après avoir externalisé des opérations Courrier et Bancaires peu rentables, la Poste a décidé de classer les usagers comme des zones de chalandise. Ceux qui ne correspondent pas aux cahiers des charges de l'entreprise se débrouillent comme ils le peuvent...

« Que reste-t-il de la poste : une notion de service public passé au pilori par nos dirigeants ! »

Sur Paris une intersyndicale composée des Syndicats SUD, CGT, FO, UNSA appelle les postier(e)s du réseau à la grève et à une assemblée générale le 20 avril 2017. Dans le cadre d'une mobilisation sans précédent, participeront aussi à cette assemblée générale des collectifs d'usagers mobilisés pour la défense et le maintien de leurs bureaux de poste et du service public.

**Rendez-vous jeudi 20 avril 2017 à partir de 10 heures au syndicat SUD,
25/27 rue des Envierges 75020 PARIS. Métro Pyrénées ou Jourdain**

UN PREMIER MAI UNITAIRE

Cette année, le 1^{er} mai tombe dans un contexte particulier entre les deux tours de l'élection présidentielle avec la présence du Front National au second tour. Dans ce contexte les syndicats qui s'étaient le plus mobilisés contre la loi travail – la CGT et FO – rejoints par d'autres, ont décidé de manifester ensemble à Paris et dans un certain nombre d'autres villes comme à Nantes dont vous trouverez ci-dessous le communiqué. Partout en France, d'autres manifestations similaires sont prévues. Résistance Sociale appelle ses adhérents et sympathisants à y participer.

1er Mai revendicatif et indépendant

En ce 1er mai 2017, situé dans un contexte d'entre deux tours de l'élection présidentielle, les Unions Départementales CGT, Force-Ouvrière, FSU et Solidaires de Loire-Atlantique réaffirment leur attachement à l'action revendicative indépendante. « Moderniser » n'est pas détruire le « modèle » social français. En direction de tous les candidats à l'élection présidentielle, nous réaffirmons notre attachement à tout ce qui a été construit après-guerre en termes de services publics, garanties collectives et sécurité sociale. Pour abaisser le coût du travail, le MEDEF exige du futur Président de la République qu'il poursuive l'œuvre de démolition de toutes ces conquêtes sociales, déjà appliquée depuis des années par les gouvernements, qu'ils se revendiquent de « gauche ou de droite ». Dans la continuité de leur engagement contre la loi travail, dont elles revendiquent toujours l'abrogation, les Unions Départementales CGT, Force Ouvrière, FSU et Solidaires de Loire-Atlantique lancent un appel à l'action, à la résistance et à la reconquête des droits : **résistance** face à tous ceux, Medef et ses alliés en tête, qui voudraient tout voir disparaître, **résistance** face à la volonté de certains de supprimer des centaines de milliers de postes de fonctionnaires, **résistance** face à ceux qui veulent détruire l'hôpital et privatiser tous nos services publics, **résistance** face à ceux qui veulent remettre en cause le principe républicain d'égal accès aux soins pour toutes et tous, principe qui récuse toutes formes de discriminations et de ségrégations, **résistance** face à ceux qui veulent reculer l'âge de départ à la retraite et remettre en cause notre régime par répartition en le remplaçant par un système à points qui remet en cause l'élément essentiel qui est celui de la solidarité intergénérationnelle, **résistance** face à ceux qui ont décidé de faire disparaître les régimes spéciaux et le code des pensions civiles et militaires, **résistance** à l'égard de tous ceux qui ont détruit l'industrie en France, et veulent liquider le Code du travail et les conventions collectives.

Ce 1er mai sera aussi celui du combat contre le pacte de responsabilité, le CICE et les 56 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40. 56 milliards pour une minorité, le chômage et la précarité pour la majorité. Les Unions Départementales CGT, Force Ouvrière, FSU et Solidaires de Loire-Atlantique affirment en pleine indépendance face aux politiques, leur attachement aux valeurs de la république, liberté, égalité, fraternité, laïcité. Elles rejettent le racisme et la xénophobie opposés aux principes de solidarité internationale des salariés, ouvriers et privés d'emploi. Les droits sociaux ne sont pas solubles dans l'intérêt général.

**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)